

Objet : Désignations des membres du Comité Technique

L'an deux mille vingt, le trois septembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le 20 août 2020, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents :

Boncourt-sur-Meuse : GUEPET Yann *suppléant de* LARDE Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixy-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Chalaines** : KERKRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont** : BENICHOUX Roselyne *suppléante de* LANTERNE Bruno ; **Commercy** : LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, CAHU Gérald, DELAMARCHE Carole, GENART Angélique, GUCKERT Olivier, KIEFFER Sandrine, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laetitia ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, KIEFFER Hélène, MAILLARD René ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude ; VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : BOUCHOT Christian ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : FAVE Francis, GEOFFROY Alain, HOCQUART Clotilde ; GUERILLOT Virginie, DI RISIO Ghislaine ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents

Boncourt-sur-Meuse : LARDE Philippe ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : GENIN Jessica, THIRIOT Elise ; **Euville** : SOLTANI Denis ; **Lérrouville** : PORTEU Brigitte ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Eliane ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sauvoy** : THIRIET Michelle ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vignot** : REINBOLD Annick ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

GUCKERT Olivier de GENIN Jessica, BARREY Patrick de THIRIOT Elise, FERIOLI Alain de SOLTANI Denis, VIZOT Alain de PORTEU Brigitte, KIEFFER Hélène de MOUSTY Michel, NAJOTTE Sylvie de POIRSON Eliane, TRAMBLOY Jean-Marie de BESSEAU Frédéric, SINAMA David de REINBOLD Annick

Secrétaire de séance : GUEPET Yann

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 67

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de suffrages exprimés : 75

VOTES : Pour : 75 - Contre : 0 – Abstention : 0

03/10/2020 Délibération n°95-2020

Le Comité Technique est un organe consultatif où s'exerce le droit à la participation des agents territoriaux pour la détermination collective des conditions de travail.

Le comité technique a ainsi pour mission de rendre des avis sur les questions se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services de façon générale.

Il doit entre autres être saisi des questions suivantes : suppressions de services et d'emploi, création d'emplois, dissolution d'un établissement public local, changement de régime juridique d'un établissement public local, organisation des services (réorganisations importantes de service, transfert de service, déménagement ou modifications physiques d'un service...), mise en œuvre des critères d'attribution du régime indemnitaire, modalités d'organisation du temps de travail, modifications durées hebdomadaires de travail, compte-épargne temps, règlements intérieurs, plans de formation...

Obligatoire dans les collectivités à partir de cinquante agents, il est composé en nombre égal de représentants du personnel et de représentants de la collectivité.

L'effectif qui le compose lorsque le nombre d'agents se situe entre cinquante et trois cent quarante-neuf est de trois à cinq représentants pour chaque collège.

Le nombre de membres est fixé par le Conseil Communautaire.

Par délibération en date du 2 mai 2018, ce nombre a été fixé à cinq.

Chaque Comité Technique comporte autant de suppléants que de titulaires pour chaque catégorie de représentants.

Le Comité Technique se réunit autant de fois que de besoin mais le Président est tenu de le convoquer au moins deux fois par an.

Il est donc proposé au Conseil de désigner les membres représentants la CC au sein du Comité technique : 5 titulaires et 5 suppléants

Il est précisé que les représentants du personnel restent les mêmes et subiront un renouvellement lors des élections professionnelles en 2022.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) a pour mission de contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents dans leur travail et à l'amélioration des conditions de travail et de veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières,

Un CHSCT doit être créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) est composé de deux collèges : le collège des représentants du personnel et le collège des représentants de la collectivité

Dans chaque collège, les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

L'exigence de paritarisme entre les deux collèges a été supprimée par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social.

Une seule limite est posée : le nombre de membres du collège des représentants de la collectivité ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel au sein de ce comité.

La réglementation permet cependant aux collectivités et établissements publics de décider du maintien du paritarisme, par délibération.

Par délibération en date du 5 mai 2018, le Conseil Communautaire représentants titulaires du personnel, a décidé de maintenir le parité un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires.

Envoyé en préfecture le 22/09/2020
Reçu en préfecture le 22/09/2020
Affiché le
ID : 055-200066157-20200903-95_2020-DE

Il est donc proposé au Conseil de désigner les membres représentant la CC au sein du CHSCT : 5 titulaires et 5 suppléants.

Il est précisé que les représentants du personnel restent les mêmes et subiront un renouvellement lors des élections professionnelles en 2022.

Se sont présentés pour siéger au CT et CHSCT :

Membres titulaires : LECLERC Francis, FOURNIER Catherine, FERIOLI Alain, GEOFFROY Alain, PETITJEAN Joël

Membres suppléants : VINCENT Éric, KAISER Claude, GAUCHER Alain, AGULLO Anthony, GUCKERT Olivier

Après avoir délibéré,

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, **DESIGNE** les membres suivants :

Membres titulaires du CT et du CHSCT : LECLERC Francis, FOURNIER Catherine, FERIOLI Alain, GEOFFROY Alain, PETITJEAN Joël

Membres suppléants du CT et du CHSCT : VINCENT Éric, KAISER Claude, GAUCHER Alain, AGULLO Anthony, GUCKERT Olivier

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 20/08/2020

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.